
RAPPORT
D'ACTIVITÉS

2020

I ANV-COP21, une stratégie de lutte non-violente.

ANV-COP21, créé en amont de la COP21 en 2015, a fait le choix de la stratégie de lutte non-violente pour construire un mouvement citoyen à la fois radical, populaire, non-violent et déterminé. L'enjeu ? Stopper l'aggravation du dérèglement climatique. Pour cela, ANV-COP21 forme chaque année un nombre important de personnes aux enjeux climatiques, à l'action non-violente et aux méthodes d'organisation efficaces, et organise des actions non-violentes.



Crédit photo : Constance Meylan

ANV-COP21 travaille dans ce cadre avec des organisations ressources telles que Non-Violence XXI, le Mouvement pour une Alternative Non-Violente, l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC), la revue Alternatives Non-Violentes, le Center for Applied NonViolent Action and Strategies (CANVAS). Afin d'augmenter le rapport de forces pour le climat et d'enclencher des changements profonds de notre société, ANV-COP21 porte des campagnes pour lesquelles elle mobilise différent-es acteur·rices et s'associe à celles d'organisations partenaires (Greenpeace, Les Amis de la Terre, Attac, Extinction Rebellion, Youth for Climate, Stay Grounded, Réseau Action Climat).

D'abord, en amont de la COP21 de décembre 2015, ANV-COP21 a organisé plusieurs actions non-violentes afin d'alerter les pays membres et l'opinion publique de la nécessité de prendre des mesures ambitieuses et contraignantes pour répondre à l'urgence climatique. Ce fut aussi le début de la campagne des "Faucheurs de chaises" organisée avec ATTAC et les Amis de la Terre. Cette campagne avait pour but de mettre un terme à l'évasion fiscale. L'argent des paradis fiscaux permettrait de financer la transition écologique et sociale nécessaire. Des actions de réquisition de chaises ont été menées dans des agences des banques HSBC et BNP Paribas, partenaire de la COP21, pour lui demander de cesser ses activités dans les paradis fiscaux. Trois procès de militant·es, qui ont

été relaxé-es, ont été une opportunité pour expliquer la désobéissance civile et en faire le procès de l'évasion fiscale.

Quelques mois après, en avril 2016 à Pau, plus de 450 activistes déterminé-es à protéger les océans et le climat ont fortement perturbé le sommet MCEDD sur les forages pétroliers en haute-mer, en organisant plusieurs actions non-violentes de désobéissance civile de blocage et d'interpellation. Des rassemblements citoyens (die-in ou jonchée, chaîne humaine, concert, actions symboliques) ont réuni largement plus d'un millier de personnes durant les 3 jours. Cette action a également permis de mettre en lumière ce sommet, d'alerter sur la nécessité de laisser dans le sol les énergies fossiles dont l'extraction et l'utilisation sont extrêmement polluantes et émettrices de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, ANV-COP21 a contribué à plusieurs actions non-violentes ciblant le recours aux énergies fossiles. Aux côtés de Greenpeace, elle a organisé plusieurs actions dénonçant les pratiques de Total. Pour s'opposer à un projet de forage pétrolier de Total menaçant le récif de l'Amazone, dès 2015 les activistes ont participé à des actions de perturbation de l'AG des actionnaires, à des actions symboliques dans les stations essences. Des groupes locaux d'ANV-COP21 ont mené des actions dans le cadre de la campagne "Nettoyons la Société Générale" organisée avec les Amis de la Terre. Il s'agissait de dénoncer les soutiens financiers de cette banque à des projets d'énergies fossiles. En avril 2019, les 3 organisations ont mené une action de masse avec plus de 2000 activistes formé-es. Elle s'est tenue devant les sièges de Total, la Société Générale, EDF et du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire pour dénoncer la République des pollueurs.

ANV-COP21 a organisé, avec Alternatiba et les Amis de la Terre, trois Camps Climat de formation (en 2016 à Espère, en 2017 à Maury, en 2019 à Kingersheim). 18 Camps Climat Régionaux lors de cet été 2020 : au total plus de 2300 personnes y ont participé et été formées aux enjeux climatiques, à la stratégie non-violente, et à des méthodes d'organisation et d'action. Durant l'été 2018, ANV-COP21 s'est associé au Tour Alternatiba en vélos multiples pour organiser lors des étapes, en complément de la sensibilisation aux alternatives concrètes et du soutien aux mobilisations locales, des formations à l'action non-violente.

Depuis 2015, ANV-COP21 a formé et a fait passer à l'action des milliers de personnes, montrant que chacun-e peut agir contre les projets et politiques climaticides. ANV-COP21 a organisé des actions non-violentes de désobéissance civile de masse centralisées et des journées d'actions dans les territoires. Ce mouvement est structuré de manière décentralisée, constitué de 53 groupes locaux en 2020, d'une équipe d'animation de 84 personnes, de 2 salarié-es. ANV-COP21 travaille étroitement avec Alternatiba.



Stratégie et objectifs 2020.

La stratégie de lutte non-violente dans laquelle s'inscrit ANV-COP21 s'emploie à construire un réseau de personnes capables de mobiliser largement, dans le respect d'un cadre strictement non-violent, afin d'être capable de réagir à l'actualité de manière conséquente, c'est-à-dire avec un nombre critique de personnes capable de créer un contre-pouvoir efficace et de faire basculer les consciences du plus grand nombre.

Cette stratégie, à laquelle nous formons massivement, prépare d'ores et déjà la société dans laquelle nous voulons vivre demain. Les personnes que nous formons auront les méthodes pour aider à la mise en place des alternatives au mode de consommation actuel de manière efficace.

Cette année 2020, ANV-COP21 visait à faire monter en puissance la mobilisation générale via un maillage du territoire toujours plus serré, une coordination toujours plus efficace. ANV-COP21 a réussi à organiser la formation des militant-es pour les faire monter en compétence et avoir un réseau capable d'organiser des actions non-violentes, à développer un réseau de formateur-rices, à organiser des actions non-violentes.

Les chantiers réalisés pour cela ont été :

- la campagne Décrochons Macron;
- l'organisation des Camps Climat Régionaux l'été 2020;
- des actions non-violentes dans le cadre de la campagne Alternatives Territoriales portée par Alternatiba et le Réseau Action Climat; des actions non-violentes sur les thématiques du transport aérien ("marchons sur les aéroports"), de la publicité ;
- l'organisation d'actions ciblant Amazon dans le cadre de la campagne "surproduction" avec les Amis de la Terre,
- des mobilisations dans le cadre de la campagne "finance privée-société générale", des Amis de la Terre,
- des actions de formation et des contributions pour former massivement et développer la non-violence :
Et si ...

II Contexte de mobilisation.

Instabilité due au contexte sanitaire et politique.

Cette année 2020 a été marquée par la Covid 19 et les règles sanitaires mises en place par plusieurs pays pour y remédier. Cela s'est traduit notamment par la mise en place d'un état d'urgence sanitaire, le report du second tour de l'élection municipale de mars à juin, par l'émergence d'enjeux dans l'opinion publique puis dans les médias tels que le travail des soignant-es, les commerces de proximités et la culture. Les mesures gouvernementales en France ont rendu difficile d'anticiper et impossible d'organiser des actions non-violentes massives.

La population a été durablement impactée : bouleversement de la vie quotidienne, moral en berne, réduction des activités collectives, hausse de la précarité et du chômage... Les conséquences de la pandémie vont continuer de se faire sentir.

**Une année éprouvante,
mais une détermination
toujours présente.**

En raison du contexte sanitaire et des règles mises en place, il a été impossible de travailler avec certitude sur les mobilisations, de planifier les projets. Il a fallu rebattre les cartes et travailler sur plusieurs scénarii pour les projets à venir, inventer de nouvelles actions et s'adapter sans cesse.

En effet, en mars 2020, dès l'annonce du confinement et des premières mesures, l'équipe d'animation d'ANV-COP21 s'est réunie en urgence afin de dégager des pistes et scénarii pour les projets à venir. Les permanents, déjà en télé-travail et à distance, ont poursuivi leur activité (animation du mouvement, coordination des projets et commissions thématiques). Les groupes locaux ont trouvé des modes d'action compatibles avec la situation.

Plus particulièrement, ANV-COP21 a continué à agir et à mobiliser via: l'organisation de mobilisations, de formations, de sessions de travail en ligne ou en groupes restreints ; la tenue de la Coordination du mouvement ; l'organisation d'une semaine de formation et de deux week-end de travail de l'équipe d'animation ; l'adaptation des projets de mobilisation dans de nouveaux formats.

III Les actions menées.

ANV-COP21 a organisé des actions non-violentes et des formations. Le mouvement a proposé tout au long de l'année des formations à destination des membres des groupes locaux, et aussi à destination du public. Plus précisément, il s'agissait de la formation des groupes locaux à des méthodes efficaces, de la formation de personnes pouvant à leur tour être en capacité de former sur leur territoire, de dupliquer les formations. ANV-COP21 a travaillé sur des kits de mobilisation des campagnes pour accompagner les groupes. ANV-COP21 a formé massivement les citoyen·nes qui ont répondu à des appels à mobilisation.

Les groupes locaux et l'équipe d'animation ont organisé des actions directes non-violentes en lien avec des campagnes et des luttes locales, en partenariat avec d'autres organisations : actions de masse centralisées, journées et séquences d'actions dans plusieurs territoires.

Décrochons Macron.

Cette campagne a été lancée en février 2019 dans la foulée de la pétition de l'Affaire du siècle, des marches pour le climat, des manifs des Gilets jaunes, et des premières grèves de jeunes pour le climat à l'international.

“Décrochons Macron” consiste à entrer dans des mairies pour décrocher le portrait du président Emmanuel Macron et de partir avec. La symbolique est double : laisser au mur un vide aussi vide que celui de la politique du gouvernement en matière climatique et sociale ; sortir symboliquement le président pour lui montrer la réalité du pays, les effets du dérèglement climatique, des inégalités sociales, de la chute de la biodiversité... tout en mettant en lumière des luttes locales contre des projets inutiles ou destructeurs.

Ces objectifs sont de :

- faire connaître le décalage entre les discours du président Macron et son action véritable en matière de climat et de justice sociale;
- infliger un coût d'image et un coût électoral aux élu·es et candidat·es qui n'agissent pas assez pour le climat
- puisque nous avons des procès dans de nombreux territoires, faire de ces journées des temps de mobilisation locale, à l'écho médiatique national;
- faire monter en compétence nos militant·es, faire passer à l'action des nouveaux groupes
- resserrer les liens avec des partenaires de la société civile, créer de nouvelles alliances (scientifiques, Gilets jaunes...).

Pour cette année 2020, 18 nouveaux décrochages ont lieu entre février et mars, faits par 8 groupes ANV-COP21 et 2 groupes Extinction Rebellion.



Le 13 mars 2020, devant l'Elysée à Paris, a eu lieu l'opération "Démasquons Macron" : accompagnés des représentant-es d'organisations expertes de leur domaine, nous avons dénoncé le bilan d'Emmanuel Macron en matière de climat et de justice sociale, derrière les beaux discours. 12 personnes ont été placées en garde à vue, dont Priscillia Ludosky (Gilets jaunes), Aurélie Trouvé (Attac), Khaled Gaiji (Amis de la Terre), Milan Vouchet-Valat, Kevin Jean, Jérôme Guilet (trois des mille scientifiques signataires d'une tribune en faveur de la désobéissance civile pour le climat), Hocine Yahiaoui (du collectif algérien contre les gaz de schiste) et Patrick Monier (collectif Or de question, contre les mines en Guyane). Les analyses de ce "vrai bilan de Macron" sont accessibles sur le site de cette campagne.



Crédit photo : Julien Helaine

En octobre 2020, à quelques jours du procès en appel de Paris, et alors que le gouvernement détricotait méthodiquement les propositions de la Convention citoyenne pour le climat (propositions que Macron avait promis de reprendre "sans filtre"), ANV-COP21 a organisé une action symbolique de mise en scène. Des portraits ont été mis à l'eau dans la Seine pour symboliser sa politique climatique.

Le même mois, avec Détournons Macron, 19 artistes ont apporté leur soutien en réalisant une œuvre de détournement. Par la mise aux enchères, 5510€ ont été collectés en soutien aux militant-es en procès à Paris. La poursuite des procès. Suite aux actions non-violentes de décrochage de portrait, plusieurs militant-es ont été convoqué-es au tribunal.

L'équipe d'animation a organisé le soutien des groupes en procès, pour les accompagner dans la préparation de leur défense juridique, de leur journée de mobilisation, de leur communication, etc.

Après 14 procès en 2019, 9 autres ont eu lieu en 2020. Les délibérés alternent les peines d'amende avec sursis, peines d'amende fermes (jusqu'à 800 euros), mais aussi des relaxes comme à Auch en octobre, à Valence en novembre et à Strasbourg en décembre, ainsi qu'une dispense de peine à Montpellier. Ces relaxes, au nom de la liberté d'expression ou de l'état de nécessité, sont autant de victoires qui légitiment l'action de notre mouvement. Elles donnent lieu à des appels systématiques du Parquet. Les groupes font généralement le choix de faire appel en cas de peines fermes. Quatre groupes se sont pourvus en cassation en 2020 : Lyon, Villefranche-sur-Saône, Bordeaux et Paris. Depuis mai 2019, ce sont 81 personnes qui ont été ou sont toujours concernées par ces procès.

Dans ces procès, nous faisons citer des témoins pour appuyer le fond de notre message :

- des scientifiques, comme Christophe Cassou, climatologue et auteur principal du prochain rapport du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, ancien vice-président du GIEC, Wolfgang Cramer, Juliette Mignot, Xavier Capet, Yves Richard, Jean-Baptiste Sallé, Roland Desbordes... qui viennent confirmer l'urgence climatique et l'impérieuse nécessité d'agir radicalement ;
- des élu-es locaux-les (maires, conseillers régionaux, présidents de conseil départemental, députés) qui viennent affirmer que les efforts à l'échelon local face au dérèglement climatique sont limités par le manque d'action à l'échelon ;
- des représentant-es de l'Affaire du siècle comme l'eurodéputée Marie Toussaint (pour Notre affaire à tous) ou l'ancienne ministre Cécile Duflot (pour Oxfam) ;
- des témoins directs du dérèglement climatique (agriculteur-ices, guides de haute montagne...) ;
- des chercheur-ses de différents domaines : économistes (Geneviève Azam), philosophes (Virginie Maris), sociologues (Manuel Cervera-Marzal) ;
- une membre de la Convention citoyenne pour le climat (Agnès Catoire).



Ces actions et les mobilisations autour des procès ont permis de montrer le vrai bilan politique de Macron et ces lacunes, de faire le lien entre climat et justice sociale, de créer de nouvelles alliances avec des collectifs de justice sociale, de faire le lien avec des scientifiques. Aussi, ANV-COP21 a reçu de nombreuses sollicitations pour des travaux de recherche en droit.

En quelques chiffres :

Depuis le début de la campagne : 1100 participant-es aux actions de décrochages, 150 actions de décrochages par 41 groupes; plus de 75 “sorties” de portraits lors d'évènement, 1 site internet <https://decrochons-macron.fr/> mis à jour, 13 articles publiés sur ce site en 2020.

Parmi les retombées presse en 2020 : 200 citations dans la presse locale, nationale et internationale. 1 dépêche AFP à chaque mobilisation, le documentaire Désobéissant.e.s ! . C'est aussi 1467 heures cumulées de garde à vue pour 128 personnes, 86 perquisitions et 235 auditions, 81 personnes convoquées dans 37 procès.

Aviation.

Au sein de plusieurs groupes locaux, les luttes sur le secteur de l'aviation (contre les extensions d'aéroports ou pour la diminution du trafic aérien) sont déjà une réalité (que ce soit des campagnes locales propres ou bien en alliance avec d'autres collectifs locaux qui travaillent sur la question, comme des associations de riverain-es). C'est le cas à Paris, Marseille, Nantes, Nice et Tours, entre autres. En 2018, l'équipe d'animation d'ANV-COP21, en lien avec Alternatiba, a amorcé la création d'un groupe de travail dédié à la thématique « aviation ». En 2019, nous avons rejoint Stay grounded, réseau citoyen d'action, qui s'appuie sur des publications scientifiques et regroupe 160 associations et collectifs de par le monde. Le principe d'une mobilisation massive organisée étroitement avec Alternatiba a été validé en février 2020.

En effet, le transport aérien a un fort impact climatique et il est important de le repenser pour limiter le dérèglement climatique. Cette année 2020, la question de l'utilisation de l'avion a pris davantage de place dans le débat public, notamment en raison de la gestion sanitaire de la Covid 19, pendant et suite au confinement. Nous avons saisi ce contexte pour organiser une mobilisation sur cette thématique, plus précisément sur les aéroports. Quelques mois plus tard, en juin 2020, nous fixons une journée nationale d'actions à l'automne, suite aux Camps Climat de formation de l'été.

Cette mobilisation s'est tenue le 3 octobre 2020 et a consisté à faire des actions non-violentes dans 18 territoires. "Marchons sur les aéroports" a mis un coup de projecteur sur le secteur de l'aviation et des luttes locales menées sur ce sujet par les groupes des mouvements ANV-COP21 et Alternatiba. 19 groupes ANV-COP21 et Alternatiba, ainsi que 3 groupes extérieurs y ont participé.

En amont de cette journée d'action, nous avons organisé 2 tables rondes. Le 10 septembre s'est tenue la table ronde intitulée « Aviation : quel virage prendre face à



la crise climatique et sociale ? » avec Joël Le Jeannic du bureau national de Sud Aérien, Agathe Bounfour du Réseau Action Climat, Charles Adrien Louis du cabinet BL Evolution. La seconde table ronde s'est déroulée le 28 septembre, «Quelle aviation pour le monde d'après ? », avec Audrey Boehly du collectif de riverain Non au T4, Ange Blanchard, co-rédacteur de la tribune des 700 étudiant-es de l'aéronautique (« la transition écologique impose une profonde transformation de notre industrie ») paru dans Le Monde, Fabrice Michaud, secrétaire général de la fédération nationale des transports de la CGT, Laurent Castaignède, ingénieur centralien et conseiller en impact environnemental, auteur d'Airvore ou la face obscure des transports.

Par ailleurs, nous avons coordonné la rédaction d'une tribune « Marchons pour réduire le trafic aérien » signée par 60 personnalités, scientifiques et associations et qui est parue dans le journal Libération le 16 septembre. Des actions de communication ont permis d'interpeller sur l'action à venir et les enjeux. Nous avons communiqué massivement, notamment via les réseaux sociaux (live et photos sur Facebook et Instagram), via des actions de sensibilisation (action de porteurs de parole du groupe de Marseille), et un énorme travail de contact de la presse.

Le 3 octobre, ce sont ainsi 19 groupes ANV-COP21 et Alternatiba, qui ont organisé 9 marches, 6 vélorutions (manifestations massives à vélo), 2 actions de désobéissance civile et 4 mobilisations de soutien, grâce à plus de 2000 participant-es au

total. À Roissy, 350 activistes sont entré-es dans l'aéroport ! 87 personnes ont pénétré sur le tarmac et perturbé le décollage d'un avion, pendant que les autres se rassemblaient dans un des terminaux de l'aéroport : 130 personnes, dont 5 journalistes et 5 scientifiques, ont été interpellées et ont passé la journée en garde à vue avant d'être pour la plupart libérées dans la nuit. 300 personnes ont participé à une marche à Mulhouse. À Marseille, les militant-es ont pris la parole dans le hall de l'aéroport sur l'enquête publique en cours.



Cette mobilisation ponctuelle a permis d'atteindre les objectifs suivants :

- mettre en lumière des luttes locales et plaidoyers déjà existants, pour les renforcer et mobiliser encore plus de monde sur cette thématique ;
- mobiliser le réseau des groupes locaux sur plusieurs territoires ;
- faire évoluer les représentations culturelles via une communication importante : l'avion est un luxe incompatible avec les enjeux climatiques, la réduction du trafic aérien est la seule option pour respecter l'Accord de Paris. L'utilisation du hashtag #AvionsATerre sur les réseaux sociaux a clivé l'opinion publique et permis d'élargir le débat public ;
- échanger avec des syndicats travaillant dans ce secteur, puisque les salarié-es sont durement touchés par les licenciements notamment. Nous avons entamé un partenariat avec la CGT et Sud Solidaires, qui ont participé à deux tables rondes en amont de la marche ;
- collaborer avec des organisations partenaires et se rapprocher d'autres organisations qui se mobilisent déjà sur cette question pour avoir un réseau fort. Réseau Action Climat, Extinction Rebellion, Greenpeace, Attac, Stay Grounded International et Stay Grounded France, associations locales de riverain-es. Youth for Climate, B&L Evolution, des citoyen-nes de la Convention Citoyenne pour le Climat ont également participé à la mobilisation via les tables rondes, de la communication et du plaidoyer, du porte-parolat ;
- interpeller la presse et l'opinion publique. On compte ainsi 191 articles, reportages radio, télévisés, internet dans la presse locale, nationale, et dont 3 dans la presse internationale ;

Cette mobilisation, temps fort pour le réseau, a mis en lumière l'importance de mener une campagne sur le sujet de l'aviation pour répondre aux attentes et besoins du réseau, de renforcer les liens entre les problématiques sociales et climatiques, d'agir pour repenser les modes de transports face à l'urgence climatique.

Du Camp Climat aux Camps Climat Régionaux.

ANV-COP21, Alternatiba et les Amis de la Terre avaient déjà organisé 3 Camps Climat de formations réunissant 300 personnes en 2016, 600 personnes en 2017, 1 000 personnes en 2019.

De décembre 2019 à mi-mars 2020, une équipe de coordination s'est structurée et a commencé à organiser un nouveau Camp Climat d'envergure nationale. En effet, la Coordination de Montpellier avait acté de renouveler ce projet, et d'organiser des Camps Climats décentralisés en 2021. Mais à l'annonce du confinement mi-mars, l'équipe de coordination a été contrainte de réfléchir à un nouveau format. Mi-avril, nous annonçons en interne une proposition de nouveau format : des Camps Climat Régionaux, des temps de formation aux mobilisations du mouvement Climat, localisés sur des territoires, et adaptés au contexte sanitaire traversé en 2020.

Concrètement, il s'agissait de temps de formation d'une durée de 2 à 4 jours, d'une jauge d'environ 100 personnes. Les formations abordent les enjeux écologiques et climatiques, les compétences opérationnelles de mobilisation (techniques d'action, communication, organisation logistique, financement, ...) ainsi que les méthodes de travail efficaces (animation de réunion, structuration d'un collectif, élaboration stratégique, outils informatiques, ...). Les formations sont pensées dans l'optique de préparer aux mobilisations des semaines et des mois qui les suivront.



Pensé comme un tout, un Camp Climat régional contient des temps de formations, mais aussi des temps de détente et de partage (repas, projection de films, concerts, tables rondes, jeux...) pour créer des liens entre les participant·es. Les formations ont été proposées et animées principalement par des membres actif·ves de nos réseaux pour favoriser l'échange d'expérience. Elles étaient basées sur une alternance d'apports théoriques, de retours d'expérience et de mises en situation pratiques immédiates pour permettre aux participantes d'expérimenter par elles-mêmes.

Ainsi, 18 Camps Climat Régionaux se tenus entre le 20 juillet et le 27 septembre, organisés par 37 groupes dans diverses régions de France : Nord, Nancy, Paris-IDF, Essonne, Strasbourg, Le Mans, Nantes, Doubs-Jura, Nevers, Touraine, Rhône et Saône, Auvergne, Grenoble, Toulouse, Pays Basque Nord, Marseille, PACA, Hérault. Ils ont accueilli 2354 participant·es, et 507 sessions de formations et conférences ont été données, ainsi que de nombreux temps d'échange, de bénévolat et de convivialité.



Crédit photo : Hugo Sourdin

Les membres de l'équipe de coordination se sont rendus aux différents Camps Climat pour tenir le stand du réseau, soutenir les équipes d'organisation si besoin, participer à cette expérience et pouvoir faire un bilan de ce qu'il convient de poursuivre ou améliorer. Ces camps se sont déroulés durant un week-end prolongé de 3 à 4 jours. Ils étaient majoritairement organisés par un seul groupe

local, parfois par plusieurs groupes (de 2 à 7), et en environ trois mois, par des équipes constituées de 10-15 personnes (aux deux tiers des personnes expérimentées). Pour la plupart, ils ont accueilli entre 100 et 130 participants et participantes (à 56% des femmes). On a constaté dans l'ensemble une forte proportion de nouvelles personnes (membre d'aucune organisation du mouvement climat).

Plus précisément encore, l'organisation de ces événements a pu répondre aux objectifs en matière de formation et de structuration de notre réseau :

- la formation de nouvelles personnes à la mobilisation, à l'action et à la stratégie non-violente pour la justice climatique et sociale. Une grande partie des participant-es étaient novices, beaucoup se sont déplacés car le camp était sur leur territoire ;
- la formation et le renforcement des compétences et capacités de 300 personnes des groupes locaux qui ont coordonné l'organisation de leur camp ;
- la formation de nouvelles formatrices et nouveaux formateurs. En effet, parmi les formateur-rices de notre réseau, un tiers n'avait jamais animé de formation auparavant ;
- la diffusion de nos méthodes de travail et d'action au sein du mouvement pour la justice climatique et sociale ;
- le renforcement des groupes locaux et la mise en réseau entre groupes proches géographiquement ;
- la mise en place d'un temps de rencontre, d'échange, de convivialité et de partage entre les militant-es, pour créer du lien entre et au sein des territoires, a été assuré notamment par les jauges de 100 personnes maximum ;
- le maintien d'un événement estival pour mettre en pratique et montrer notre capacité d'adaptation. L'objectif de 5 à 10 Camps climat a été dépassé avec 18 Camps climat. Tous les camps climat se sont déroulés sans incident majeur grâce aux mesures prises et aucun n'a dû être annulé ;
- la préparation des mobilisations de septembre-octobre et l'implication des participant-es qui souhaitent y prendre part. L'organisation d'un Camp climat demande beaucoup de forces et de ressources, cependant plusieurs groupes ont à la suite participé à la marche sur les aéroports le 3 octobre.

Dans un contexte particulièrement difficile, l'organisation et la tenue de ces événements, leur nombre et leur qualité sont une des grandes réussites de l'année pour nos mouvements. Ils sont la preuve de la grande capacité d'adaptation et de la force de nos réseaux. L'expérience engrangée nous ouvre de nouvelles possibilités pour 2021.



Surproduction, en lien avec les Amis de la Terre.

En 2020, la campagne Surproduction/Amazon a beaucoup évolué. Cette campagne menée avec les Amis de la Terre vise à stopper la construction de nouvelles zones commerciales et entrepôts de e-commerce.

Le groupe de travail s'est orienté sur deux axes en 2020, le premier était d'obtenir un moratoire national qui stopperait ses constructions dans la loi et le second était d'aider à la construction, à la structuration et d'appuyer les luttes locales qui se battent contre ces projets sur leur territoire.

Malgré le contexte sanitaire, nous avons pu nous mobiliser fortement pour cette campagne. Nous avons poursuivi plusieurs objectifs en deux temps :

- structurer le groupe de travail “surproduction” ;
- rendre visible les impacts néfastes et les pratiques d'Amazon : impacts sur le climat et les conditions de travail, destruction d'emploi, montrer le développement des entrepôts de e-commerce en France
- créer une alliance avec les commerçant-es ;
- obtenir le soutien de député-es au moratoire et le dépôt d'une proposition de loi sur le sujet ;
- obtenir l'introduction du moratoire sur les entrepôts de e-commerce dans la future loi Climat issue du travail de la Convention citoyenne pour le climat ;
- faire pression sur le gouvernement et la majorité pour rendre indéfendable le refus du moratoire ;
- soutenir les luttes locales : d'abord entamer le soutien aux luttes locales dans l'optique de ralentir les projets et de faire pression au niveau national par ces oppositions, puis faire monter en puissance les luttes locales et les rendre capable de stopper les projets.

Dans un premier temps, nous avons agi via les réseaux sociaux pour rendre visibles les impacts d'Amazon. La période du premier confinement nous a amené à renouveler nos moyens d'action. Nous avons diffusé massivement du contenu, interpellé les décideurs, lancé une pétition avec les commerçant-es et contacté massivement la presse. Le réseau, dont plus d'une centaine de nos militant-es, s'est beaucoup impliqué par des interpellations sur Twitter. Notre interpellation a été dans les tendances Twitter les 02, 10 et 21 avril 2020.

Par notre important travail d'interpellation de la presse, les conditions de travail des salarié-es, puis les impacts néfastes d'Amazon, à savoir les impacts climatiques et les destructions d'emplois engendrées, à cause du développement des entrepôts, ont été mis au devant de la scène médiatique.

Cette période a aussi été l'occasion de construire de nouvelles alliances. Pendant le premier confinement, des liens se sont créés avec les syndicats pour défendre les conditions de travail des travailleur-euses d'Amazon. Ce qui aboutit à un recours commun et victorieux porté par les Amis de la Terre et les syndicats. Amazon a été contraint de fermer ses entrepôts français principaux pendant plus d'un mois. Le lien avec les commerçant-es a porté ses fruits. Ils et elles sont devenu-es des allié-es pour le plaidoyer, les relations presse et la pétition commune qui a atteint plus de 70 000 signataires. Un lien qui est encore à renforcer pour qu'ils et elles se mobilisent localement.

Par ailleurs, nous avons réalisé un plaidoyer décentralisé en direction des député-es. Les militant-es des groupes locaux ont pris contact avec les député-es de leur territoire pour obtenir leur soutien à une tribune transpartisane au côté de la Confédération des commerçant-es de France et le dépôt d'une proposition de loi transpartisane demandant un moratoire sur les entrepôts.

15 groupes locaux sont entrés en contact avec 138 député-es. Grâce à cette mobilisation, la proposition de loi et la tribune ont été déposées et soutenues par des député-es de tous les groupes politiques à l'Assemblée Nationale à l'exception de l'UDI. Plus d'une centaine de député-es ont témoigné leur soutien à la mesure de moratoire.

Enfin, des mobilisations locales et nationales ont été organisées pour soutenir le moratoire sur les entrepôts. Une mobilisation d'envergure nationale a été organisée avec le groupe local de Paris, Attac et les Amis de la Terre, le 17 juin devant le ministère de l'économie pour poursuivre la pression sur le gouvernement à quelques jours du dépôt de la proposition de loi sur le moratoire.

Des mobilisations axées sur les luttes locales ont été organisées par les groupes de Montpellier, Lyon et Strasbourg. Le travail avec les luttes locales nous a permis de renforcer 7 luttes locales, de les appuyer sur leur structuration, les recours juridiques, la communication, les relations presses et l'organisation de mobilisation. 4 groupes locaux ANV-COP21 sont impliqués dans ces luttes.



Crédit photo : Baptiste Soubra



Crédit photo : Bastien Doudaine

Dans un deuxième temps, nous avons décidé de faire directement pression sur l'Elysée et les parlementaires de la majorité pour dénoncer leur blocage et la pression faite aux député-es, pour les confronter aux impacts du e-commerce de plus en plus visibles.

Le 4 décembre 2020, une étude, réalisée par deux économistes que nous avons sollicité, a montré et clarifié la destruction d'emplois dans le commerce de proximité. Nous avons pu rendre visible cet impact et devons désormais davantage la diffuser

10 groupes locaux sont allés à la rencontre de commerçant-es de leur territoire pour échanger sur la menace que représente Amazon pour eux et leur proposer d'afficher leur opposition aux entrepôts. Plus de 170 commerçant-es ont accepté ces affiches.

Une séquence d'interpellation sur Twitter a été organisée afin de dénoncer la posture du gouvernement et des députés de la majorité sur le moratoire. 19 groupes locaux ont participé à 3 journées d'action en ligne:

- 10 Novembre : rang 5 dans les trending topics de Twitter, avec près de 9 000 tweets, 247 député-es interpellé-es grâce à 30 activistes mobilisés
- 20 novembre : 91 député-es interpellé-es grâce 19 activistes mobilisés
- 27 novembre : Près de 2 000 tweets, 92 député-es interpellé-es, grâce à 20 activistes mobilisés

Nous avons mené un plaidoyer en ciblant principalement les député-es LREM pour qu'ils et elles prennent position en faveur du moratoire, s'opposant alors à la décision de l'Elysée. 13 groupes locaux ont participé, 114 député-es ont été contactés par mail, 38 rendez-vous ont été menés et 20 député-es LREM ont pour le moment pris position en faveur du moratoire.

Face aux blocage de la majorité, le plaidoyer de conviction a commencé à évoluer à la fin de la séquence vers un plaidoyer de pression, c'est-à-dire qu'il ne vise plus uniquement à recueillir les positionnement des député-es et à espérer générer une conviction via nos arguments, mais à mener des actions à leur encontre et rendre public leur positionnement contre le moratoire ou leur absence de réponse. Le but étant de faire grossir le coût politique de leur soutien à un secteur destructeur d'emploi dans une période de crise économique. C'est dans cette optique que différentes actions (affichage, mur de cartons, conférence de presse) ont été menées entre le 26 novembre et le 05 décembre : 97 actions ont été menées sur les deux semaines par 23 groupes locaux; 62 député-es visé-es par au moins une action. Le plaidoyer de pression va se poursuivre dans l'année 2021 avec le passage de la loi Climat mi-mars et même s'accroître.

En parallèle, les mobilisations locales ont pris de l'ampleur face au développement de projets d'Amazon. Les projets d'entrepôts se sont multipliés au cours des derniers mois de l'année et les oppositions locales également. La lutte de Dambach, à côté de Strasbourg, a finalement été victorieuse et le projet a été abandonné. Cependant 1 projet est en construction et 4 autres ont ouvert en 2020. Le groupe de travail suit désormais 10 luttes locales impliquant 5 groupes locaux ANV-COP21 à des degrés variables (Nantes, Rouen, Mulhouse, Lyon, Montpellier).

ANV-COP21 et les Amis de la Terre réalisent un suivi complet de ces luttes, et sont intégrés dans leurs espaces d'échange pour les soutenir.

2020 a permis d'avancer sur tous les axes de la campagne et ouvre de nombreuses perspectives. L'ambition va être de renforcer les liens avec les commerçant-es sur les territoires pour se mobiliser ensemble localement et intensifier le plaidoyer de pression en direction des députés. Enfin, maintenant que l'impact sur les destructions d'emploi est clarifié, l'impact sur le climat doit l'être également et gagner en visibilité par la sortie d'études sur le sujet et leur médiatisation.

Finance privée - Société Générale en lien avec les Amis de la Terre.

Au cours de l'année, ANV-COP21 s'est mobilisé pour cette campagne qui a mis en lumière la responsabilité des banques et de Société Générale dans la crise climatique. La Société Générale n'a pas toujours répondu aux demandes de désinvestissement dans les énergies fossiles. Le gaz de schiste représente un marché très important qu'elle refuse d'abandonner. Cependant son image de banque sale est bien présente et se répand comme une tâche d'huile, même dans le milieu de la finance. S'attaquer au gaz et au gaz de schiste se révèle clé, et dans cette bataille culturelle nous gagnons peu à peu du terrain vis-à-vis du discours de Société Générale et des groupes de pression gaziers.

ANV-COP21 a mobilisé son réseau par des appels à actions dans les newsletters et des mails spécifiques envoyés aux groupes locaux. Ainsi, les 13 et 19 mai 2020, nous avons mené une séquence d'actions en ligne sous forme d'interpellation sur Twitter des grandes banques et investisseurs français et de leur PDG. Ces deux journées d'interpellation étaient associées à la sortie et diffusion du rapport des Amis de la Terre intitulé "La place financière de Paris au fond du puits" pour épingler la finance pour ses soutiens aux pétrole et gaz de schiste en plein krach pétrolier.

A cette occasion, nous avons développé un outil en ligne "Vos Paris, Notre Avenir" permettant de créer des visuels personnalisés avec trois éléments choisis par l'utilisateur-riche : un portrait de PDG d'une des entreprises visées par la campagne, un décor d'usine ou d'énergies fossiles et une fausse citation liée au dérèglement climatique. La diffusion en masse sur Twitter de ces visuels par les activistes et des utilisateur-rices de Twitter au même moment a permis de rendre visible au grand public nos revendications. Les 150 participant-es sont arrivés à faire monter le hashtag #VosParisNotreAvenir dans les trending topics de Twitter pendant plus d'une heure et de faire nos messages ainsi sortir de nos cercles habituels. En effet, il y a eu plus de 4000 visites sur la plateforme "vos paris notre avenir" qui ont donné lieu à au moins 3 000 tweets lors des deux journées d'interpellation.

Par ailleurs, la bataille sur le projet Rio Grande LNG progresse notamment en contribuant à isoler la Société Générale vis-à-vis des autres investisseurs qui se retirent un à un du projet.

Les Amis de la Terre et ANV-COP21 ont amorcé une réflexion stratégique afin de trouver les meilleurs leviers pour faire évoluer les acteurs financiers sur le sujet des énergies fossiles. Nous avons envisagé de développer le plaidoyer sur les engagements sectoriels des énergies fossiles en s'orientant vers les outils de la régulation par les États.

Actions antipub et mobilisation de soutien au procès de Lyon.

L'équipe d'animation a répondu à la demande du groupe ANV Rhône d'apporter son soutien lors du procès d'un militant du groupe suite à une action antipub en mars 2019. Ainsi, tout le réseau ANV-COP a été mobilisé pour appuyer le message "la publicité n'est pas la bienvenue dans le monde de demain".

En amont du procès le 2 juin 2020, report du 7 octobre 2019, une journée d'actions a été organisée le 30 mai 2020 pour montrer le soutien du réseau, et ce en lien avec l'association Résistance à l'Agression Publicitaire. Le mode d'action était l'écriture et le recouvrement de panneaux avec #NiPubNiProcès. Les activistes étant réparti-es en un ou plusieurs groupes de 4 à 6 personnes, avec le respect des règles sanitaires et de la distanciation sociale selon le contexte du covid-19.

13 groupes locaux d'ANV-COP21 avec 141 activistes dont 25 coordinateur-rices se sont mobilisé-es sur 4 journées (du 29 mai au 1er juin) pour mener cette action dans 13 villes (Annemasse, Paris, Poitiers, Besançon, Lyon, Nevers, Strasbourg, Villefranche, Tours, Lille, Vienne, Marseille et Avignon). Certains groupes locaux ont choisi d'arborer des costumes "PubBusters" tels des chasseur-ses de pub. Au total, 238 panneaux publicitaires ont été touchés. Plusieurs de ces actions ont fait l'objet d'interpellations : 20 contrôles d'identité, et 2 convocations en audition libre, ainsi que 4 auditions qui ont eu lieu directement après les faits.

Cette journée d'action a permis également de remobiliser les groupes du réseau dans une phase compliquée pour la dynamique locale à cause du covid-19, de faire passer à la coordination et à l'action de nouvelles personnes récemment formées.



Crédit photo : Quentin-Maurice Delamour

Diffuser la stratégie de lutte non-violente.

Bouffée d'R

ANV-COP21 s'est associé à Alternatiba, pour mettre en place un programme en ligne lors du confinement: Bouffée d'R. En lien avec les groupes locaux, des conférences, des formations, et des rencontres sur les initiatives et luttes locales ont été proposées aux membres de notre réseau ou ouvertes au grand public. Ainsi, les trois premières semaines d'avril, plus de 1300 places de formations ont été réservées pour 608 participant-es et 27 sessions de formation organisées. On compte 30 000 vues et 24 000 vues pour les deux conférences en ligne sur les réseaux sociaux. La réalisation de cette programmation ambitieuse a mobilisé une quarantaine de bénévoles de tout le réseau dont 11 formateur-rices, 4 coordinateur-rices.

Dans le programme on compte trois formations avec un focus sur l'action non-violente : "Initiation à l'action non-violente et à la désobéissance civile", "le B-A-BA de la com' en action", "les fondamentaux du porte-parolat".

Et si ...

Parallèlement, le 9 mai, ANV-COP21 s'est associé à un nouveau projet lancé par Alternatiba et monté en réaction au confinement, visant à dessiner l'imaginaire du monde de demain si des transformations écologiques et sociales ambitieuses étaient mises en œuvre : Et si... C'est un recueil d'illustrations, de textes et de propositions réalisées par 60 personnalités qui réinventent par là le monde de demain, posent leur vision, telles que Cédric Herrou, Priscilla Ludovsky, Philippe Merieu, Yazid Kerfi, Sixtine Dano, Juliette Thibaut. Mobiliser, apprendre, accueillir, produire, informer, sont autant de thématiques présentes dans ce recueil. Un site internet dédié au projet a été créé, proposant également une version maquetée et téléchargeable. Suite à l'excellent accueil du public et du réseau, nous avons travaillé sur

l'édition d'un livre qui soit à la fois un bel objet, illustrant un monde de demain désirable, et un outil de mobilisation. La prévente en ligne a été mise en place en décembre 2020 et le livre sera disponible début 2021. Deux membres d'ANV-COP21 y ont écrit les textes "Dévolenter" et "Résister" qui mettent le focus spécifiquement sur l'action non-violente.



Publications

Les membres d'ANV-COP21, afin de diffuser la stratégie de lutte non-violente, ont écrit des articles publiés dans la revue Alternatives non-violentes : "Le temps et la stratégie de lutte non-violente", "Non-violence et féminisme, un combat commun", "La lutte non-violente: élargir l'horizon de la contestation".

Mouvement pour le climat et la justice sociale.

Cette année 2020, ANV-COP21 s'est aussi mobilisé aux côtés d'autres organisations. Nous avons participé au collectif "Plus Jamais Ça" pour la justice sociale, en contribuant à une tribune, en soutenant la pétition "Plus jamais ça, signons pour le jour d'après" et les mobilisations.

Nous avons soutenu l'association "Notre Affaire à Tous" et nous nous sommes mobilisé-es particulièrement autour du recours en justice déposé, "L'affaire du siècle", qui porte sur l'inaction climatique de l'Etat français.

Nous avons rejoint la Coordination Loi sécurité globale qui alerte et se mobilise face à la répression, la surveillance et le fichage croissants des citoyen-es. Par ailleurs, nous nous sommes mobilisés auprès du Collectif Justice pour Adama et avons participé à une grande marche, "Génération Adama, génération climat", le 18 juillet à Beaumont-sur-Oise. Cette marche visait à demander justice pour Adama et dénoncer un système violent qui perpétue les inégalités sociales, raciales et environnementales dans les quartiers populaires. Le groupe local de Paris s'est particulièrement mobilisé et a participé à l'organisation de cette marche.



Crédit photo : Basile Mesre-barjon

IV Organisation et structuration du mouvement.

Notre équipe d'animation étant déjà organisée pour travailler à distance et en télé-travail, nous avons pu mener nos projets de formation, la coordination et la structuration du mouvement, et l'accompagnement et le renforcement des groupes locaux. Nous avons mené des réflexions stratégiques, et participé à des discussions inter-organisationnelles en lien avec nos projets, et ce via des outils numériques.

La Coordination du mouvement ANV-COP21

La Coordination, assemblée constituée de représentant·es des différents groupes locaux du réseau et de la Team, se réunit habituellement deux à trois fois par an afin de dresser le bilan des mobilisations, de s'accorder sur des axes prioritaires, de valider des orientations stratégiques ou de prendre des décisions à partir de propositions préparées en amont collectivement.

Cette année, la Coordination s'est réunie des 16 au 18 octobre, en ligne, afin de valider les bilans des mobilisations et actions menées, de travailler et donner des orientations au mouvement.

Initialement prévue à Rennes les 9 et 10 mai, elle a dû être reportée en raison du contexte sanitaire et des réglementations rendant impossible une rencontre à plus de 100 personnes. Les membres du groupe local de Rennes se sont formidablement mobilisés pour accueillir cet événement avec des contraintes sanitaires, financières et logistiques de plus en plus difficiles : recherche de lieux et d'hébergements, organisation des repas, et ce en lien avec l'équipe d'animation. Par ailleurs, l'équipe d'animation a mobilisé le mouvement pour participer à ce temps démocratique et stratégique notamment en l'invitant à envoyer des contributions collectives écrites en amont, et en lui demandant de choisir les points prioritaires à l'ordre du jour.

Reportée en octobre, nous avons choisi de l'organiser en visio-conférence pour les plénières, et en physique au sein des groupes locaux. En amont de cette coordination, 2 formateur·rices du mouvement ont donné la formation « Quelle stratégie pour relever le défi climatique ? ». La Coordination s'est déroulée en trois temps : le vendredi soir avec une introduction au contexte et aux objectifs du mouvement (62 participant·es), des ateliers sur « alternatives : état des lieux des projets des groupes et réflexion sur de nouveaux concepts », « Alternatibases : à



la rencontre des bases existantes », « sentinelles de la transition : quels leviers d'action post élections municipales pour transformer nos territoires », « monter en force et mailler davantage le territoire » (71 participant-es) ; le samedi avec une journée de discussion des points de l'ordre du jour dans 15 groupes locaux ; le dimanche avec une journée de présentation de bilans et de travail en plénière, avec les restitutions des groupes locaux (103 participants dont 63 femmes et 41 hommes).

A l'issue de cette Coordination, il est ressorti lors du premier débat que le mouvement doit se former davantage à l'approche systémique pour mieux comprendre comment agir pour changer le système. Il y a un besoin d'outils pour la réflexion stratégique au sein des groupes locaux, de rendre accessible et de transmettre la réflexion stratégique du mouvement à l'ensemble du mouvement. Ensuite, lors de la discussion sur le rôle du mouvement par rapport aux alternatives, la majorité des participant-es ont été favorables à ce que le mouvement ait un rôle de projecteurs des alternatives pour y faire adhérer le plus grand nombre et un rôle de facilitateur-rices des alternatives écologiques et sociales pour faire émerger le système alternatif. Cela serait une évolution du rôle du mouvement qui a davantage celui de soutien des protecteurs et protectrices, et des tireurs et tireuses d'alarme par l'action. Le projet Alternatibases d'Alternatiba peut répondre à ces deux rôles qui ont eu la préférence des participant-s. Enfin, ANV-COP21 étant un mouvement apaisant et de mobilisation citoyenne pour le climat, la Coordination a amorcé une discussion sur les enjeux et le rôle du mouvement lors des deux temps forts que seront les élections législatives et l'élection présidentielle. Il est apparu l'importance d'amener le climat et les sujets éco-sociaux à être des enjeux centraux dans les débats et médias, d'être une force de mobilisation et de propositions, de poser des lignes rouges pour le climat. Il a été décidé de poursuivre ce débat au sein du mouvement.

Le bilan financier 2019, qui avait été envoyé en amont à la Coordination, et une présentation graphique des types de dépenses et d'entrées ont été présentés à l'assemblée. Un bilan du projet des Camps Climat Régionaux a été également présenté. La Coordination a été favorable au maintien de ce projet en 2021 car il permet de renforcer les dynamiques territoriales, de former davantage de personnes au niveau local. Il a été identifié par ailleurs la nécessité d'organiser, probablement en 2022, un événement qui permette à tout le mouvement de se retrouver, d'échanger lors d'ateliers, etc.

Durant cette Coordination, nous avons mis en place des outils pour favoriser la prise de parole notamment des femmes. On compte ainsi une prise de parole effectuée à 44% par des hommes et 56% par des femmes, un temps de parole de 56% pour les hommes et de 44% pour les femmes. On compte 103 participant-es dont 63 femmes et 41 hommes.



Les groupes de travail et commissions consolidées pour faire fonctionner le mouvement et mener des mobilisations.

La pandémie et ses conséquences ont réduit le nombre de mobilisations réalisées en 2020 par rapport aux années précédentes. Nous avons toutefois profité de cette situation pour mettre plus de forces dans les projets internes. Notre mouvement ayant grandi suite à la séquence de forte mobilisation climat de 2018-2019, il était temps pour nous d'adapter notre fonctionnement pour répondre au mieux aux enjeux immenses auxquels nous sommes confrontés. Ces améliorations permettront de gagner en efficacité et en organisation lors des prochaines mobilisations d'ampleur

Le groupe communication externe joue un rôle clé pour mobiliser les citoyen·nes et mener de front la “bataille culturelle”. Le groupe s'est consolidé cette année et structuré davantage par pôle (presse, graphisme, communication web, merchandising). Parmi les canaux de communication animés au quotidien et pendant les temps forts du mouvement : le site internet sur lequel les actualités du mouvement sont diffusées, une infolettre mensuelle, des envoies de mails spécifiques aux campagnes par lesquels nous tenons informé nos abonné·es et suscitons leur engagement. Les interventions sur les réseaux sociaux majoritaires - Facebook, Instagram, Twitter et Youtube - nous ont permis d'atteindre diverses audiences, comme par exemple les moins 25 ans qui sont particulièrement sur instagram. Avec une stratégie presse/médias élaborée, ces outils de communication variés nous ont permis d'atteindre le “grand public”. Parmi les campagnes et actualités d'Alternatiba, ce sont Alternatives territoriales, les Camps climat régionaux, puis Aviation, qui ont particulièrement marqué l'année 2020. Nous avons travaillé en lien étroit avec d'autres organisations telles que les Amis de la Terre et Greenpeace pour agrandir l'impact de

notre communication externe grâce à la construction de narratif commun, du relai mutuel, etc.

Par ailleurs, l'équipe communication du mouvement mène une veille permanente et réagit à l'actualité des partenaires. Nous avons soutenu la Convention Citoyenne pour le Climat en appuyant les mesures préconisées sur les réseaux, en relayant leurs actualités et en répondant à des demandes de conseil de Citoyen·nes sur des aspects de communication et organisation de conférence de presse. De plus, pour de très nombreuses mobilisations citoyennes, notre équipe communication a réalisé un suivi et relai en temps réel contribuant alors à leur amplification, dont notamment les mobilisations contre la loi sécurité globale, les mobilisations des soignant·es, les manifestations à Rouen dénonçant les impacts de l'incendie Lubrizol et l'insécurité des sites Seveso, la marche pour Adama, etc.



Crédit photo : Basile Mesre-barjon

La commission Communication a accompagné de près la communication des groupes locaux. En effet, il s'agit de mettre en valeur les initiatives et actions locales dans la communication nationale, de renforcer les communicant·es par un accompagnement individuel et par une mise en réseau pour faciliter l'échange d'expérience.

Pour cela, en 2020, les membres des groupes locaux ont été accompagnés pour communiquer sur leur camp climat. De nombreuses formations communication ont été proposées aux militant-es du réseau durant l'année. Aussi, la commission de communication a enclenché le processus de développement d'un pôle de porte-paroles locaux, afin d'amplifier la voix du mouvement et être encore plus réactif-ves face aux sollicitations de médias de plus en plus nombreuses. Ainsi, lors des journées d'action de Décrochons Macron ou de la marche sur les aéroports, de nombreuses personnes ont su prendre la parole et répondre aux médias. Dans le contexte particulier de cette année 2020, cette commission a su également développer des actions de communication adaptées et des projets de formation et de mobilisation. Des journées d'interpellation en ligne par exemple, via les réseaux sociaux, ont été organisées avec une forte participation du réseau ; la commission a coordonné la mise en place du programme de formation Bouffée d'R et le projet de recueil Et si... et a su adapter la communication à la situation exceptionnelle de la crise sanitaire.

Enfin, elle a réalisé un énorme chantier sur la refonte du site internet, en lien avec le groupe informatique : maquettage, préparation de l'arborescence, cadrage du ton des pages, rédaction des premiers contenus.

C'est pour répondre à la fois au besoin de mise en place et de maintien des outils informatiques, outils de réunion et de collecte par exemple, de structuration et animation du groupe informatique, et aussi au besoin de développement de la sobriété numérique et d'utilisation d'outils alternatifs et sécurisés (hors GAFAM), que le mouvement a re-mobilisé un groupe de travail. Le groupe informatique a réalisé un audit, a assisté la commission Collecte pour l'usage de ses outils, a amorcé un travail d'accompagnement à l'utilisation d'outils adaptés aux besoins du mouvement et le développement d'un réseau de référent-es informatiques et outils numériques. Par ailleurs, ce groupe a poursuivi le développement de l'application Noe qui permettra de planifier les formations et le bénévolat lors des prochains Camps Climat régionaux et a renforcé le groupe de travail sur la refonte du site internet.

Le groupe logistique s'est doté d'un binôme de coordination bénévole et a su être opérationnel pour assurer un suivi global du matériel (t-shirt, affiches, livres, camion, etc.), pour répondre aux commandes de matériel des groupes locaux, pour gérer la présence de matériel sur les stands du mouvement lors des Camps climat Régionaux, dynamiser la vente de matériel (merchandising). Deux bénévoles ont réalisé l'inventaire précis du matériel stocké dans un local à Lyon en juin 2020.

Pour accompagner les groupes dans leur organisation, répondre à leur besoin notamment en terme de formation et de création d'outils, les informer et les mobiliser sur les actions du mouvement, la commission animation du réseau a mis en place de nombreuses actions cette année. Composées de 17 personnes et coordonnée par 2 personnes, elle a organisé en ligne des formations de formateurs et de formatrices qui ont pu donner des formations dans leur territoire, organisé des formations pour faire monter en compétences les membres des groupes locaux (méthode d'animation de réunion, de prise de compte-rendu et d'organisation de stratégie de travail collaboratif), elle a accompagné les groupes en créant des kits, organisant des réunions régulières avec eux, mettant en place des programmes de formation adaptés.

Afin de faire un suivi des permanents et de coordonner les recrutements de salariés, la commission Mini-RH composée de 4 personnes a été lancée cette année. Elle a notamment rédigé des documents cadres, organisé des entretiens avec les permanents (salarié-es, personnes en service civique, coordinateur-rices bénévoles), une réunion des salarié-es pour informer des droits et devoirs. La commission régulation des conflits a été sollicitée à plusieurs reprises pour des conseils, des besoins d'écoute ou pour animer des médiations au sein du mouvement. Ses membres ont été formés à la communication non-violente et s'entourent de personnes ressources qualifiées disponibles si besoin, notamment du Mouvement pour une Alternative Non-Violente.

Le mouvement fonctionne grâce à des dons, financements et subventions, dont la recherche incombe aux commissions Collecte et Finances. La commission

collecte, composée de 7 personnes s'est attachée à la collecte de dons. L'équipe a poursuivi la mise en place d'outils informatiques de gestion, a organisé des appels à dons en lien avec les actions et a organisé une grande campagne de dons de fin d'année. Par ailleurs, la Collecte a mis en place la possibilité de recevoir des legs, donations et assurances vie en établissant une convention avec le fonds de dotation de Non-violence XXI. La commission finances, composée de 8 personnes, a travaillé sur la recherche de financement auprès de fondations (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, Fondation Non-Violence XXI) et d'organisations (Stay Grounded). Elle a également réalisé la gestion administrative de l'association, le bilan financier, a travaillé en lien avec la commission Mini-RH à la création d'un fonds de soutien aux permanents pour aider et cadrer les dépenses effectuées dans le cadre des projets.

L'équipe d'animation

En 2020, l'équipe d'animation s'est réunie en ligne tous les 15 jours, a organisé une semaine de formation politique en physique et deux w-e de travail, dont 1 en physique. 14 personnes ont quitté cette équipe, 11 personnes l'ont rejoint. Il en découle une équipe de gestion quotidienne composée des permanents qui travaillent à la réalisation des décisions et orientations prises. Une personne a été recrutée pour travailler sur la mobilisation.



Crédit photo : Basile Mesre-barjon

